

CFDT-CGT-SOLIDAIRES-UNSA/CFTC-USD/FO

Paris, le 23 janvier 2013

COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

Une Autre Douane

L'intersyndicale des douanes réunie ce jour à Paris a pris acte de l'extrême gravité de la situation née de la lettre de cadrage ministérielle du 12 décembre 2012 relative à la présentation du plan stratégique Douane 2018 (PSD2018).

Les organisations syndicales ne peuvent participer, tant au plan national que local à un processus de simple consultation sur l'élaboration d'un projet qui repose sur l'hypothèse implicite de la suppression de plus de **400 emplois par an**.

Dans le but de préserver le service public douanier, l'intersyndicale propose une démarche alternative ambitieuse.

Les axes de cette dernière sont :

1. **La convocation d'Etats généraux de la Douane.** Il s'agit de créer les conditions d'un véritable débat public sur l'efficacité de l'intervention de la Douane en matière de contrôle de la loyauté et de la régularité des échanges, de sauvegarde et de protection des populations et de lutte contre la fraude et les trafics illicites.
2. Dans l'attente des résultats de ces Etats généraux, la **demande d'un moratoire sur :**
 - les suppressions d'effectifs,
 - les fermetures de site et/ou de structures,
 - la baisse des crédits de fonctionnement.

La conséquence pratique de cette démarche se traduit, jusqu'à la publication des actes des Etats généraux par :

1. **Le boycott de tout comité technique de réseau.**
2. **Le boycott des deux prochains groupes de travail nationaux relatifs au plan stratégique Douane 2018.**
3. **Le boycott des CTS-DI et des groupes de travail interrégionaux et régionaux dès lors qu'un des points de l'ordre du jour soumis au vote est relatif à la fermeture d'un service.**
4. **Le boycott des groupes de travail locaux dédiés spécifiquement au PSD.**

Ce communiqué ouvre donc le chantier des Etats généraux impliquant les utilisateurs du service public douanier. Des communiqués ultérieurs apporteront des précisions quant à la méthode et au calendrier des travaux de ces Etats généraux.

La prochaine réunion de l'intersyndicale est fixée au mercredi 6 février 2013.

L'intersyndicale douanière nationale



Déclaration du 24 janvier 2013 de l'intersyndicale de la direction interrégionale de RHONE-ALPES AUVERGNE

Après avoir pris connaissance des documents préparatoires à ce CTSD (comité technique des services déconcentrés) du 24 janvier 2013, l'intersyndicale SOLIDAIRES, CGT, UNSA de la direction inter-régionale de RHONE-ALPES AUVERGNE, ne peut accepter les suppressions de postes qui s'enchaînent et qui obèrent l'avenir du service public douanier.

Nous rappelons que nos organisations syndicales ont quitté le CTR (comité technique de réseau) du 18 décembre 2012 et que la Direction Générale a donc, seule, validé la suppression de plus de 400 emplois douaniers ainsi que les PAE (plafonds autorisés d'emplois) de toutes les directions inter-régionales.

La douane, administration fiscale, est aussi un outil essentiel de protection de nos concitoyens, de nos entreprises et du territoire communautaire contre les flux commerciaux illicites qui génèrent nombre de risques (sanitaires, économiques, environnementaux...).

L'administration des douanes n'est déjà plus en mesure d'assurer de manière satisfaisante les missions qui lui sont confiées compte tenu de la diminution drastique du nombre d'implantations de services tant OP/CO que SURVEILLANCE (nous tenons à rappeler que plus de la moitié des services de l'inter-région ont été fermés en 10 ans) et de la saignée désastreuse pratiquée dans ses effectifs.

L'année 2013 s'annonce hélas et nous le déplorons une fois encore, sous de très mauvais augures.

Soucieux de répondre au mieux à votre objectif annuel de restitution d'effectifs, de nouvelles fermetures de services sont annoncées, accompagnées de suppressions d'emplois.

Les documents adressés aux organisations syndicales préalablement au CTSD de ce jour contiennent le projet préparé, chiffré et d'ores et déjà arrêté par vos services.

Nous ne pouvons que dénoncer dans votre projet la continuation d'une politique de sous-évaluation délibérée des charges de travail, l'opacité de vos calculs, qui n'ont pour but que de justifier les suppressions d'emplois et les fermetures ou réorganisations de services que vous avez décidées.

Il est, pour l'intersyndicale de la direction interrégionale de RHONE-ALPES AUVERGNE, inconcevable de cautionner cette politique suicidaire pour le réseau douanier et la douane dans son ensemble, alors que son seul souci est de restituer des effectifs au prorata de ce qui est demandé par la DG et ce quel qu'en soit le prix, quand bien même la douane en sortirait laminée.

Pour le bureau de CHASSIEU et la brigade de CLUSES, la fixation à zéro de leurs effectifs de référence, suite au classement en point d'information de la suppression de ces services, obtenue par nos organisations syndicales lors du CTSD du 22 novembre 2012, constitue une véritable provocation, une violence illégitime que nous ne laisserons pas passer.

Votre projet global pour 2013 constitue une véritable agression, une de plus malheureusement !

En conséquence, nos trois organisations syndicales ont décidé de ne pas participer à ce CTSD.

Elles réitèrent les revendications formulées par l'intersyndicale nationale, d'un moratoire sur les suppressions d'effectifs et les fermetures de services, et de l'organisation d'états généraux des douanes sous l'égide du ministère.

Ces suppressions n'ont aucune rationalité, mais répondent à un objectif strictement budgétaire.

Nous n'en voulons pas et ne cautionnerons pas votre plan par notre présence !